

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le **12 AOUT 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/07/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THONON AGREGATS SAS

64, route d'Armoy
Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés »
74 200 Thonon-les-Bains

Références : SECH2022-20220728-RAP-InspInopCarThonAgregatsTlesB-vs

1) Contexte

La situation de la sécheresse du département a amené l'inspection à réaliser des inspections inopinées dans les installations classées qui prélevaient de l'eau afin de déterminer si des mesures de réduction d'eau avaient été mises en place par l'exploitant. A la date de l'inspection, le niveau d'alerte renforcée concernait le secteur du Sud-Ouest Lémanique où la société Thonon Agrégats exploitant de la carrière alluvionnaire à sec prélève l'eau. C'est dans ce cadre que l'inspection a réalisé cette visite inopinée sur ce site.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2022 dans l'établissement THONON AGREGATS SAS implanté 64, route d'Armoy, Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés », 74 200 Thonon-les-Bains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THONON AGREGATS SAS
- 64, route d'Armoy Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés », 74 200 Thonon-les-Bains
- Code AIOT dans GUN : 0006101950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La Société « Thonon Agrégats » a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires fluvio-glaciaires sur la commune de Thonon-Les-Bains par arrêté préfectoral (AP) du 15 janvier 2018, pour une durée de 15 ans.

Sur le site, sont autorisées les activités suivantes :

- une exploitation de carrière avec remblayage par des déchets inertes ;
- une installation de traitement de matériaux.

A la date de l'AP, le gisement a été estimé à 2 240 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 170 000 tonnes/an en moyenne et 210 000 t/an au maximum et le remblayage total autorisé est de 1 640 000 t pour la remise en état.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection
- Mesures mises en place dans le cadre de la sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
Sécheresse 2022	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.4.	Lettre de suite préfectorale	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Prélèvement eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.2.	Sans suite

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
Eaux souterraines : Modalités de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.6.2.	Sans suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sous 1 mois, l'exploitant devra justifier la mise en place d'une procédure liée à la préservation de la ressource en eau lors d'épisodes de sécheresse.

Après analyse par l'inspection des installations classées, il sera proposé de prescrire le suivi et les actions mises en place en période de sécheresse par cette procédure dans un arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prélèvement eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – Prélèvement
<p>Prescription contrôlée : Pour le fonctionnement des installations de traitement de matériaux et l'arrosage des pistes, l'exploitant est autorisé à prélever dans la nappe au droit du site pour un débit moyen de 6 m³/heure, et un débit maximal de 8m³/heure. Ce pompage est implanté dans un local dont l'accès est contrôlé en bordure Sud du carreau actuel conformément au plan en annexe IV du présent arrêté. Il est équipé d'un compteur permettant de surveiller le volume prélevé dans la nappe. L'exploitant réalise un relevé journalier pour s'assurer du respect des débits autorisés. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Ce pompage est réalisé avec rupture de charge (pompage avec déversement dans un bassin) ou tout moyen équivalent permettant de s'assurer que le retour d'eau souillée est physiquement impossible.</p> <p>Constats : Lors de la dernière visite, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne respectait pas la limite maximale de 8m³/j du fait qu'il relevait le compteur mensuellement et non quotidiennement. La consommation avait été établie autour de 12 m³/h environ. A la date de l'inspection, nous avons constaté qu'une nouvelle procédure a été mise en place. L'exploitant réalise désormais une surveillance journalière de sa consommation d'eau. Nous avons vu en séance le relevé journalier sur le rapport journalier de production. La consommation se situe entre 6 et 7 m³/h.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux souterraines : Modalités de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.6.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux souterraines	
Prescription contrôlée : Tout au long de l'exploitation, le niveau piézométrique sera relevé une fois par mois par l'entreprise sur l'ensemble des ouvrages conformément au plan en annexe IV du présent arrêté. Une analyse semestrielle (basses et hautes eaux) de la nappe sera réalisée sur les forages Pz Sud, Pz Nord, Pompage, P Champ de tir et D2 par un laboratoire agréé. Cette analyse portera sur les éléments :	
conductivité électrique	HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)

pH	PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)
MES	BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)
COT (carbone organique total)	Chlorure
DCO et DBO	formes de l'azote (NO ₃ , NO ₂ , NH ₄ , NTK)
la molécule du floculant	Sulfate
Hydrocarbures (C1 à C10)	Nitrates
	Fer

Les modalités de surveillance du niveau des eaux souterraines font l'objet d'une consigne écrite par l'exploitant. En ce qui concerne la mesure semestrielle de la qualité des eaux, le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations de la norme en vigueur. L'organisme procède également, à une mesure du niveau piézométrique lors de son intervention, qui vient se rajouter aux mesures mensuelles à la charge de l'exploitant, si elle n'a pas lieu le jour prévu pour celles-ci.

L'exploitant s'assure que l'organisme choisi respecte bien ces dispositions. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement, selon les normes en vigueur. Pour chaque ouvrage de suivi, les résultats d'analyse doivent être consignés (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Si l'évolution défavorable est confirmée, a minima, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée ;
- communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Constats :

Lors de la dernière visite, l'inspection avait constaté que l'exploitant réalisait le suivi mensuel du niveau piézométriques uniquement sur 5 ouvrages. Or cette surveillance devait être réalisée sur la totalité des 10 ouvrages.

Nous avons vu en séance que l'exploitant réalise mensuellement les relevés du niveau piézométrique sur l'ensemble des ouvrages.

Au niveau du pompage :

Fin avril les niveaux relevés montraient un niveau d'eau entre 13,18 mètres et 23,70 mètres (P1 et P2) ;

Fin mai, les niveaux relevés montraient un niveau d'eau entre 13,27 mètres et 23, 53 mètres (P1 et P2) ;

En juin, le relevé a été réalisé par le bureau d'étude pour la surveillance semestrielle (basses et hautes eaux).

A la date de l'inspection, les résultats n'avaient pas encore été transmis et l'exploitant n'avait pas réalisé le relevé mensuel du niveau d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécheresse 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.4.

Thème(s) : Risques Chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable. Il doit en outre, mettre en œuvre, les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets, polluants et à leur surveillance renforcée lorsque, dans la zone d'alerte où il est implanté, un arrêté constate le franchissement des seuils de

vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

Arrêté-cadre "Sécheresse" n°DDT-2022-0710 du 16 mai 2022.

Arrêté DDT-2022-0894 du 18 juillet 2022 relatif aux limitations des usages de l'eau niveau alerte renforcée sur le secteur du Sud-Ouest Lémanique.

Constats :

Le prélèvement d'eau est effectué au droit du site sur le P1 et P2. La consommation annuelle est de l'ordre de 1 500 m³.

Comme l'a montré l'étude d'impact lors du renouvellement de l'autorisation de l'exploitation de la carrière en 2020, il ne s'agit pas d'un prélèvement dans une nappe ni dans l'Impluvium d'Evian. Au droit du site, il existe un poudingue qui rend étanche la zone ce qui permet aux eaux météoriques et de ruissellement de s'accumuler. C'est dans cette « poche » que l'exploitant prélève l'eau pour ses activités.

Les installations de traitement et le laveur de roues sont en circuit fermé. L'exploitant nous a déclaré ne plus utiliser l'eau pour le lavage des camions et l'arrosage des pistes. Il nous a également déclaré qu'il a réduit la consommation liée au lavage ce qui entraîne des mécontentements de la part des fabricants de béton car, le matériau n'est pas assez propre pour entrer dans la composition du béton.

A la date de l'inspection, l'exploitant ne savait pas :

- où trouver l'information sur les épisodes de sécheresse et de quel bassin il dépend ;
- qu'il existe des différents seuils selon l'épisode de sécheresse.

Actuellement, l'ensemble des informations est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.haute-savoie.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevenir-le-risque-et-se-proteger/Eau/Secheresse/>

Dans l'arrêté cadre, qui fixe des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse, il existe 4 seuils :

- vigilance ;
- alerte ;
- alerte renforcée ;
- crise.

Sous 1 mois, l'exploitant doit mettre en place une procédure liée à la préservation de la ressource en eau lors d'épisodes de sécheresse.

Cette procédure doit comporter a minima (liste non-exhaustive) les informations suivantes et les actions mises en place doivent être graduées selon le seuil rencontré :

- site où trouver les informations relatives à mon bassin et le seuil associé en période de sécheresse ;
- fréquence de surveillance du site selon chaque seuil et en période normale ;
- fréquence de surveillance de la hauteur d'eau des piézomètres où est prélevée l'eau selon chaque seuil ;
- listing des installations qui utilise l'eau, pourcentage d'eau utilisée dans chaque installation, rendement éventuel ;
- contrôle et maintenance des compteurs ;
- la consommation d'eau utilisée par tonne produite ;
- actions mises en place selon chaque seuil. A chaque seuil l'exploitant se doit de mettre en place des mesures de réduction de sa consommation d'eau. Il doit également démontrer que l'utilisation de l'eau prélevée est indispensable à la continuité économique de son activité et qu'il optimise sa consommation d'eau, par exemple :
 - circuit fermé ;
 - calcul du rendement de l'utilisation d'eau dans son installation de traitement et de la consommation d'eau par tonne produite ;
 - aspersion plus tôt qu'arrosage et plan des asperseurs ;
 - suivi des niveaux d'eau sur les points de prélèvement ;
 - et toute action permettant de justifier l'optimisation de sa consommation d'eau sur le site.

Chaque suivi et chaque action doivent être tracés.

L'exploitant transmettra cette procédure. Après analyse par l'inspection des installations classées, il sera proposé de prescrire le suivi et les actions mises en place en période de sécheresse par cette procédure dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois